

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2218

[C — 2004/29202]

12 MAI 2004. — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'accueil téléphonique des enfants (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Enfant : la personne âgée de moins de dix-huit ans, ainsi que la personne âgée de moins de vingt ans pour laquelle une aide a été sollicitée avant l'âge de dix-huit ans, en application de la loi du 19 janvier 1990 abaissant à dix-huit ans l'âge de la majorité civile ou en application du décret du 14 mai 1990 relatif au maintien, après l'âge de dix-huit ans, de certaines mesures de protection de la jeunesse;

2° Administration : les services du Gouvernement de la Communauté française;

3° O.N.E. : l'Office de la Naissance et de l'Enfance tel que réformé par le décret du 17 juillet 2002;

4° Observatoire : l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse institué par l'arrêté du 8 juin 1998;

5° Délégué général aux droits de l'enfant : le délégué général aux droits de l'enfant tel qu'institué par le décret du 20 juin 2002;

6° Conseil : le Conseil de la Communauté française;

7° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

8° Service : le Service Ecoute-Enfants de la Communauté française tel que visé à l'article 2;

9° Accueil téléphonique : accueil professionnel via le téléphone ou toute autre technologie de la communication.

Art. 2. Est agréé comme « Service Ecoute-Enfants de la Communauté française » et seul autorisé à porter cette appellation :

un service organisant à titre principal l'accueil professionnel via le téléphone ou toute autre technologie de la communication, adressé aux enfants et qui vise la prévention générale.

L'agrément porte sur une durée de trois ans.

Le service répond, au minimum, aux conditions suivantes :

1° être une personne morale de droit public, une association sans but lucratif ou un établissement d'utilité publique;

2° garantir l'accès libre et gratuit au service via un numéro de téléphone ou un site gratuit;

3° offrir une écoute immédiate et, dans la mesure du possible, vingt-quatre heures sur vingt-quatre;

4° couvrir l'ensemble de la Communauté française;

5° fonder sa mission sur le principe du double anonymat écoutant-écouté;

6° élaborer un plan d'action;

7° collaborer exclusivement avec des professionnels de la relation d'aide ayant préalablement bénéficié de la formation spécifique à l'écoute téléphonique;

8° assurer aux écoutants des formations continues dont la teneur et la fréquence sont prévues dans le plan d'action;

9° coordonner les activités de l'ensemble des services, associations et équipes qui reçoivent une subvention de la Communauté française en vue d'assurer un accueil téléphonique des enfants;

10° transmettre un rapport d'activités annuel au Conseil, à l'O.N.E., à l'Observatoire, au délégué général aux droits de l'enfant et au Gouvernement;

11° adopter un règlement d'ordre intérieur dans lequel se trouvent notamment définies les règles de déontologie auxquelles les écoutants souscrivent.

Il appartient le cas échéant au Gouvernement d'ajouter des conditions d'agrément et d'élaborer les modalités d'application de celui-ci.

Art. 3. Le plan d'action visé à l'article 2 comprend au moins :

1° les buts poursuivis, les axes d'action et les moyens mis en œuvre pour les atteindre;

2° le nombre de personnes exerçant des activités d'écoute ou d'accueil des enfants ainsi que leur qualification et les formations continues prévues;

3° les informations nécessaires à l'enregistrement et au signalement destiné à la publicité.

En ce compris notamment le recueil des données statistiques, le décodage des appels reçus et l'identification des problématiques révélées;

4° l'évaluation des actions menées, l'impact prévu sur les activités futures et la méthodologie adoptée;

5° les démarches entreprises en vue de la publicité du service;

6° les moyens mis en œuvre pour exercer la mission de coordination prévue à l'article 2, ainsi que les éventuels écueils rencontrés;

7° les contributions, sous forme de subvention et sous forme de services, apportées par les autres pouvoirs publics.

Art. 4. Un organe de réflexion, d'orientation et d'évaluation appelé Comité d'accompagnement est chargé de remettre des avis, des conseils et des propositions sur le plan d'action et les travaux du Service.

Cet organe est composé de trois représentants de l'administration, d'un représentant de l'O.N.E., de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse, du ou des ministre(s) du Gouvernement ayant l'enfance, la jeunesse, l'aide à la jeunesse et la santé dans leurs attributions, du délégué général aux droits de l'enfant et de personnalités scientifiques spécialisées en pédopsychiatrie.

La désignation et les modalités de fonctionnement de ce comité sont définies par le Gouvernement.

Art. 5. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement octroie au Service une subvention en vue de couvrir la mise en œuvre du plan d'action, en ce compris les frais de fonctionnement et les frais de personnel du service Ecoute-Enfants de la Communauté française.

Le Gouvernement arrête les modalités de liquidation des subventions.

Art. 6. Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut octroyer des subsides ponctuels à d'autres services qui organisent l'accueil téléphonique, à condition que ces derniers répondent à des obligations que le Gouvernement détermine.

La condition prévue au 7° de l'article 2 s'applique, de même que celle prévue au 8°, mutatis mutandis.

En outre, ces services doivent s'inscrire dans la logique de coordination imposée au Service.

Le Gouvernement arrête les modalités de liquidation des subventions.

Art. 7. Par mesure transitoire, et jusqu'à l'agrément visé à l'article 2, il est prévu que le Service continuera à être subsidié dans le cadre de la convention qui le lie à la Direction générale de l'aide à la jeunesse.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Sessions 2003-2004.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 469-1. – Amendements de commissions, n° 469-2. — Rapport, n° 469-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 5 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2218

[C – 2004/29202]

12 MEI 2004. — Decreet houdende de erkenning en de betoelaging van telefonische onthaaldiensten voor kinderen (1)

Het Parlement heeft aangenomen en wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. In dit decreet moet verstaan worden onder :

1° Kind : een persoon die jonger is dan achttien jaar oud, alsook iedere persoon die jonger is dan twintig jaar en voor wie hulp werd gevraagd voor de leeftijd van achttien jaar bereikt werd bij toepassing van de wet van 19 januari 1990 tot verlaging tot achttien jaar van de burgerlijke meerderjarigheid of bij toepassing van het decreet van 14 mei 1990 inzake het behoud na de leeftijd van achttien jaar van bepaalde beschermingsmaatregelen voor de jeugd;

2° Bestuur : de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° « O.N.E. » : het Office de la Naissance et de l'Enfance, zoals hervormd bij decreet van 17 juli 2002;

3° Observatorium : het Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, ingesteld bij besluit van 8 juni 1998;

5° Algemeen Afgevaardigde voor de rechten van het kind : de Algemeen Afgevaardigde voor de rechten van het kind zoals in het leven geroepen bij decreet van 20 juni 2002;

6° Raad : de Raad van de Franse Gemeenschap

7° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap

8° Dienst : de dienst Ecoute-Enfants van de Franse Gemeenschap zoals bedoeld in artikel 2;

9° Telefonisch onthaal : professioneel onthaal via telefoon of via een ander technologisch communicatiemiddel.

Art. 2. Wordt erkend als « Ecoute-Enfants van de Franse Gemeenschap » en mag als enige deze benaming gebruiken :

Een dienst die voornamelijk professioneel onthaal organiseert via telefoon of via een ander technologisch communicatiemiddel, bedoeld voor kinderen en die algemene preventie beoogt.

De erkenning loopt over drie jaar.

De dienst beantwoordt minstens aan volgende voorwaarden :

1° Een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoonlijkheid zijn, een vereniging zonder winstbejag of een instelling van openbaar nut;

2° De vrije en grafische toegang tot de dienstverlening garanderen, aan de hand van een gratis telefoonnummer of internetsite;

3° Een onmiddellijk luisterend oor bieden, indien mogelijk 24 op 24h.

4° Werkzaam zijn op het gehele grondgebied van de Franse Gemeenschap;

5° De missie laten steunen op het beginsel van de anonimiteit van de luisteraar en de spreker;

6° Uitwerken van een actieplan

7° Enkel samenwerken met beroepsmensen uit de hulpsector die vooraf een specifieke opleiding genoten hebben voor telefonisch onthaal;

8° De luisteraars voortdurende opleiding verzekeren waarvan de inhoud en de frequentie vastgelegd worden in het actieplan

9° De activiteiten van het geheel van de diensten, verenigingen en ploegen die een toelage krijgen van de Franse Gemeenschap coördineren, om zo een telefonisch onthaal voor kinderen te verzekeren

10° Een jaarlijks activiteitenverslag overmaken aan de Raad, aan de O.N.E., aan het Observatorium, aan de algemene afgevaardigde van de kinderrechten en aan de Regering;

11° Goedkeuren van een huishoudelijk reglement waarin meer bepaald de deontologische regels worden opgesomd die door de luisteraars moeten worden nageleefd;

Indien nodig komt het de Regering toe erkenningvoorwaarden toe te voegen en de toepassingmodaliteiten van deze voorwaarden uit te werken.

Art. 3. Het actieplan bedoeld in artikel 2 omvat ten minste :

1° De nagestreefde doelstellingen, de actiepijlers en de middelen die gebruikt zullen worden om deze te bereiken;

2° Het aantal mensen die luisteractiviteiten uitvoeren of onthaalactiviteiten voor kinderen alsook hun opleidingen en voortgezette vorming die voorzien zijn;

3° De informatie die nodig is voor de registratie en de signalering van publiciteit. Daarbij meer bepaald inbegrepen de verzameling van statistische gegevens, de ontcijfering van de ontvangen oproepen en de identificatie van de opgemerkte problemen;

4° De evaluatie van de ondernomen acties, de voorziene impact op de toekomstige activiteiten en de gehanteerde methodologie;

5° De ondernomen stappen met het oog op de openbaarmaking van de dienst;

6° De gebruikte middelen voor het uitvoeren van de coördinatieopdracht voorzien in artikel 2, alsook de eventuele opgemerkte tekortkomingen;

7° De bijdrages, onder de vorm van toelages en onder de vorm van diensten geleverd door andere overheden.

Art. 4. Een orgaan voor reflectie, oriëntering en evaluatie, begeleidingscomité geheten wordt belast met het uitbrengen van adviezen, raad en voorstellen inzake het actieplan en de werken van de Dienst.

Dit orgaan bestaat uit drie vertegenwoordigers van het bestuur, een vertegenwoordiger van het « O.N.E. », van het Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse, de minister(s) van de Regering die bevoegd zijn voor kinderen, jeugd en hulpverlening aan de jeugd en de volksgezondheid, de algemeen afgevaardigde voor de kinderrechten en mensen die gespecialiseerd zijn in de kinderspsychiatrie.

De aanstelling en werkingsmodaliteiten van dit comité worden door de Regering bepaald.

Art. 5. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kent de Regering aan de Dienst een toelage toe met het oog op het verzekeren van de tenuitvoerlegging van het actieplan, daarbij inbegrepen de werkingskosten en de personeelskosten voor de dienst Ecoute-Enfants van de Franse Gemeenschap.

De Regering bepaalt de betalingsmodaliteiten van de toelages.

Art. 6. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kan de Regering unieke toelages toekennen aan andere diensten die telefonisch onthaal organiseren, op voorwaarde dat deze beantwoorden aan de verplichtingen die de Regering heeft vastgelegd.

De voorwaarde voorzien in 7° van artikel 2 is van toepassing, evenals die voorzien in 8° mutatis mutandis.

Bovendien moeten deze diensten passen binnen de coördinatie logica die aan de Dienst wordt opgelegd.

De Regering bepaalt de betalingsmodaliteiten van de toelages.

Art. 7. Als overgangmaatregel en tot aan de erkenning bedoeld in artikel 2 is voorzien dat de Dienst verder betoelaagd zal worden in het kader van de overeenkomst die hem verbindt aan de Algemene Directie voor hulpverlening aan de jeugd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met internationale betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Optrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Note

(1) *Zitting 2003-2004*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 469-1. — Commissie amendementen, nr. 469-2. — Verslag, nr. 469-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 5 mei 2004.

—————
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2219

[C - 2004/29200]

19 MAI 2004. — Décret instaurant une procédure de reconnaissance des produits multimédias reconnus d'intérêt pédagogique (1)

Le Parlement a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

— Plan stratégique : le Plan stratégique en matière d'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les établissements scolaires de l'enseignement obligatoire et de l'enseignement de promotion sociale, approuvé par le Gouvernement de la Communauté française le 11 juillet 2002;

— Règlement : le Règlement d'usage et de contrôle, au sens de la loi uniforme Benelux sur les marques;

— LUBM : la loi uniforme Benelux sur les marques de produits;

— Produit multimédia : toute création logicielle ou multimédia, soit spécifiquement conçue pour un usage éducatif en classe, soit destinée à une utilisation plus large correspondant aux missions du système éducatif telles que définies par le décret missions.

Art. 2. La Communauté française institue une procédure de reconnaissance des produits multimédias reconnus d'intérêt pédagogique.

Cette reconnaissance prend la forme d'une marque collective au sens de la LUBM.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement de la Communauté française arrête un règlement d'usage et de contrôle, conformément à l'article 22 de la LUBM, mettant en œuvre la procédure de reconnaissance.

§ 2. Le Règlement fixe, notamment :

a) le nom de la marque collective;

b) les produits visés par la procédure de reconnaissance;

c) les critères pédagogiques, techniques et juridiques précis auxquels les produits doivent répondre pour bénéficier de la marque collective;

d) la procédure d'obtention de la marque collective;

e) la procédure de contrôle des conditions d'usage.

§ 3. Le Gouvernement de la Communauté française assure le dépôt de la marque collective et du Règlement auprès du Bureau Benelux de La Haye, conformément à l'article 21 de la LUBM.